



L'Agefi
1002 Lausanne
021/ 331 41 41
www.agefi.com

Medienart: Print
Medientyp: Publikumszeitschriften
Auflage: 10'000
Erscheinungsweise: 5x wöchentlich

Themen-Nr.: 272.3
Abo-Nr.: 272003
Seite: 1
Fläche: 29'182 mm²

Les préparations intensives à un accord Etats-Unis-UE

LIBRE-ÉCHANGE. La Suisse pourrait trouver le cas échéant une issue praticable par le biais de l'AELE.

PIERRE BESSARD

Les risques potentiels de discrimination qui découleraient d'un partenariat transatlantique éventuel sur le commerce et l'investissement préoccupent la Confédération. Bien qu'il soit beaucoup trop tôt pour en évaluer l'impact, les négociations entre les Etats-Unis et l'Union européenne (UE) venant de débiter, l'enjeu est de taille pour la compétitivité de la Suisse, plus ouverte que l'UE et dont le réseau d'accords est plus étendu. L'aspect tarifaire n'est pas le plus important: il est peu probable que l'élasticité de la demande des exportations suisses vers les Etats-Unis, qui se sont tout de même montées à 24 milliards de francs l'an dernier, soit conditionnée principalement par les droits de douane de 3% à 4% actuellement en vigueur. La Suisse pourrait néanmoins se retrouver désavantagée si Washington et Bruxelles s'accordaient sur une reconnaissance mutuelle des normes ou des procédures de certification qui exclurait les parties tierces, par exemple. A ce stade tout est bien sûr ouvert, tant sur l'issue des négociations (qui pourraient se prolonger au-delà de l'année prochaine), que sur le contenu final d'un accord. Or la Suisse n'entend pas se croiser les bras pour autant. C'est par le biais de la très efficace Association européenne de libre-échange (AELE) qu'elle entend agir. En ef-

fet, l'organisation basée à Genève et Washington viennent de décider de mener en parallèle un dialogue commercial, qui s'ouvrira le mois prochain. L'objectif initial consiste à s'informer mutuellement. Les Etats-Unis ont cependant suggéré qu'ils pourraient éventuellement inclure ultérieurement dans le partenariat transatlantique d'autres parties disposées à en remplir les conditions. Pour la Suisse, ce serait une option parmi d'autres.

Au niveau de l'administration fédérale à Berne, un groupe de travail interdépartemental a été mis sur pied pour suivre l'évolution des négociations entre les Etats-Unis et l'UE et en évaluer l'impact. A l'heure actuelle, trop peu d'éléments permettent de spéculer sur l'ampleur d'un accord éventuel et ses répercussions. «Tout dépend du résultat», souligne Christian Etter, délégué aux accords commerciaux du Conseil fédéral au sein de la direction des affaires économiques extérieures du Secrétariat d'Etat à l'économie (Seco). Un accord, quel qu'il soit, est cependant probable. «Pour des raisons politiques, ni les Etats-Unis ni l'UE ne peuvent se permettre de n'aboutir à rien», relève Martin Naville, directeur de la Chambre de commerce Suisse-Etats-Unis. Dans la mesure où la porte ouverte par l'intermédiaire de l'AELE permettrait à la Suisse de se rallier au partenariat transatlantique, encore faudrait-il pas-

ser le cap du Parlement: si l'accès au marché de certains produits agricoles est inclus, cela représentera un obstacle supplémentaire en Suisse. «L'une des stratégies du Conseil fédéral devrait être de faire comprendre qu'une branche qui représente 0,7% du PIB ne peut pas bloquer le reste de l'économie», estime Martin Naville. Il y a quelques années, des discussions exploratoires en vue d'un accord de libre-échange entre la Suisse et les Etats-Unis étaient restées sans résultats en butant précisément sur l'agriculture.

Aujourd'hui, cependant, le potentiel de discrimination est réel. «Il y a une véritable volonté de l'UE de faire une percée au niveau normatif, par exemple pour les prescriptions techniques», observe Didier Chambovey, également délégué aux accords commerciaux du Conseil fédéral au sein de la direction des affaires économiques extérieures du Seco. Cela peut passer par une convergence des normes pour de nouveaux produits, mais une harmonisation généralisée paraît peu vraisemblable: or dans le cas de la reconnaissance mutuelle, les opérateurs suisses seraient désavantagés.

Il faudrait alors devrait alors analyser les issues possibles. Il est par ailleurs entendu qu'un accord entre les Etats-Unis et l'UE supprime ou abaisse les droits de douane dans de nombreux secteurs. Quoi qu'il en advienne en fin de compte, le dossier va rester sur les radars

Datum: 25.10.2013

L'AGEFI

QUOTIDIEN DE L'AGENCE ÉCONOMIQUE ET FINANCIÈRE À GENÈVE



L'Agefi
1002 Lausanne
021/ 331 41 41
www.agefi.com

Medienart: Print
Medientyp: Publikumszeitschriften
Auflage: 10'000
Erscheinungsweise: 5x wöchentlich

Themen-Nr.: 272.3
Abo-Nr.: 272003
Seite: 1
Fläche: 29'182 mm²

pour un certain temps: la deuxième ronde de négociations entre Bruxelles et Washington, prévue ce mois-ci, a déjà été annulée en raison de la fermeture temporaire de l'administration fédérale américaine. (PB)

**UN ACCORD ENTRE LES
ÉTATS-UNIS ET L'UE
SUPPRIME OU ABAISSE
LES DROITS DE DOUANE.**